

Questions orales

Une voix: Expliquez-vous.

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE DÉBLOCAGE DU BUDGET POUR 1973-1974

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. Puisque le budget de la défense est gelé depuis cinq ans, à l'exception de la prévision d'une petite augmentation de salaire pré-électorale, le gouvernement a-t-il l'intention, dans un avenir rapproché, de débloquent ce budget pour permettre de moderniser les biens d'équipement pour satisfaire aux normes exigées et améliorer l'efficacité de la formation de nos forces armées?

L'hon. James A. Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, il est exact d'affirmer que le budget de la défense a été gelé, mais, le gouvernement a l'intention d'enlever les restrictions à l'égard du budget pour l'année financière 1973-1974.

Des voix: Bravo, bravo!

M. Richardson: Il est exact que c'est, en partie, pour satisfaire aux exigences en capitaux.

L'hon. M. Hees: Naturellement, nous sommes très heureux de l'entendre dire. Permettez-moi de poser une autre question. Puisque nos forces armées ne peuvent conserver leur efficacité à moins que le budget annuel de la défense soit augmenté chaque année, du moins proportionnellement à la montée de l'inflation économique de notre pays, le ministre aurait-il l'obligeance de porter ce fait à l'attention de ses collègues, en leur demandant de cesser, à l'avenir, de réduire nos forces armées à un régime de famine, comme l'a fait le premier ministre depuis les cinq dernières années?

M. l'Orateur: Le représentant d'Annapolis Valley a la parole.

LE REMPLACEMENT DE L'AÉRONEF ARGUS

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Défense nationale qui peut peut-être nous dire quand se fera la décision tardive du remplacement de l'aéronef Argus?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Oui, monsieur l'Orateur. Le gouvernement a décidé de remplacer l'Argus, mais il n'a pas encore décidé quel genre d'aéronef doit le remplacer. Nous avons écrit à cinq avionneries, faisant des appels d'offre conformes à nos devis et fixé le 21 mars comme date limite.

M. Nowlan: La réponse du ministre me satisfait jusqu'à un certain point: c'est à peu près la même que nous entendons depuis un an et demi ou deux ans. L'honorable ministre peut-il de quelque façon, bien que nouveau dans ses fonctions, évaluer sans tarder les soumissions en vue d'en arriver à une prompte décision quant à l'aéronef en usage présentement et dont le fonctionnement soulève des problèmes de sécurité? Le ministre s'assurera-t-il que le projet visant à permettre à toutes les parties du Canada

[M^{me} MacInnis (Vancouver-Kingsway).]

de contribuer au remplacement de cet avion ne nuira pas à la décision?

L'hon. M. Richardson: J'ai dit, je crois, que nous allons de l'avant. Nous avons fixé une date limite pour la réception des propositions émanant des fabricants, soit le 21 mars. Nous examinerons aussi les aspects régionaux et nous espérons que cet achat important procurera des avantages à l'industrie de toutes les régions du pays.

M. l'Orateur: Un certain nombre de députés désirent poser des questions supplémentaires. Nous reprendrons ce sujet dans quelques instants.

* * *

L'AGRICULTURE

LE BEURRE—LES IMPORTATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET D'AUTRES PAYS—MESURES EN VUE DE PROTÉGER LES PRODUCTEURS CANADIENS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné que le Canada a importé, au cours des dernières semaines, pour plusieurs millions de dollars de beurre de la Nouvelle-Zélande, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il recommandera à la Commission canadienne du lait de prendre des mesures plus adéquates en vue de protéger l'industrie laitière au cours des prochains mois?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, le programme d'importation de la Commission canadienne du lait protège bien l'industrie du lait et cette dernière est plus stable depuis l'instauration de ce programme qu'elle ne l'a jamais été dans toute l'histoire du Canada. J'ai l'intention de discuter du programme de production de cette année avec les autorités de la Commission. J'ai d'ailleurs déjà eu des entretiens avec elles.

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire. Le ministre peut-il dire à la Chambre si, en plus des importations de la Nouvelle-Zélande, le Canada a également importé du beurre—je précise bien «du beurre» d'autres pays?

[Traduction]

L'hon. M. Whelan: Pas dernièrement, que je sache, monsieur l'Orateur.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LE DÉBLOCAGE DU BUDGET POUR 1973-1974—LA POSSIBILITÉ DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS OU DE REMEMBRERMENT DES BASES—LA SOLDE DES MILICIENS

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, à propos du déblocage du budget des forces armées, le ministre de la Défense nationale dirait-il à la Chambre si cela s'applique aux immobilisations seulement, ou si le gouvernement prévoit des mesures pour réduire encore les effectifs ou pour remembrer les bases afin de compenser l'escalade annuelle des frais, que mon honorable ami signalait tout à l'heure?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Les crédits de 1973-1974 seront connus quand le